

COMITÉ INTERNATIONAL

LE CROISSANT ROUGE

*Trente-huitième circulaire à Messieurs les présidents et les membres
des Comités centraux de secours aux militaires blessés.*

Genève, le 18 septembre 1877.

MESSIEURS,

Dans notre 37^{me} circulaire (du 14 juillet 1877) se trouve, relativement au respect du signe de neutralité par les belligérants, un passage que nous devons rectifier d'après des informations récentes.

Nous avons avancé que le gouvernement russe s'était engagé, en principe, à respecter le Croissant rouge de sa partie adverse, et sur ce point nous n'avons pas à nous rétracter. Nous pouvons au contraire confirmer notre assertion, qui se fondait sur la dépêche du Conseil fédéral suisse du 2 juin, en ajoutant que, le 23 juin, le grand-duc, commandant en chef de l'armée russe, a prescrit à toutes ses troupes de respecter scrupuleusement le drapeau sanitaire de l'ennemi, bien qu'il ne soit pas conforme aux prescriptions de la Convention de Genève.

Mais, d'autre part, nous faisons remarquer naguère « qu'il fallait encore que la Turquie déclarât son intention de respecter la Croix rouge chez ses adversaires, pour que l'assistance volontaire obtînt les garanties auxquelles elle peut prétendre, » et nous nous disions « persuadés que cette formalité ne tarderait pas à être remplie. » Nous ignorions qu'elle l'était déjà. Le Comité central ottoman nous l'a dès lors prouvé, en nous envoyant copie de trois messages officiels, qui tendent à établir que le gouvernement turc

avait, antérieurement à notre circulaire, donné à son armée des instructions conformes au vœu de la Russie. Selon le désir que nous ont témoigné nos honorables correspondants de Constantinople, nous reproduisons ci-après le texte de ces documents pour les porter à votre connaissance.

Nous voudrions pouvoir vous annoncer, Messieurs, que ces manifestations de bon vouloir de part et d'autre ont enfin abouti à une entente entre les belligérants. Malheureusement cela n'aura lieu que lorsque la Turquie aura joint au Croissant rouge un autre signe sur son drapeau, car la Russie exige l'accomplissement de cette dernière formalité.

Il n'y a cependant pas lieu de s'en trop alarmer, puisque l'ordre du jour russe du 23 juin, prescrivant le respect sans conditions du Croissant rouge, est resté en pleine vigueur. Peu importe que les termes des pièces officielles se concilient difficilement, pourvu que, dans la pratique, les institutions sanitaires soient respectées en fait par les belligérants, ainsi que chacun d'eux l'affirme en ce qui le concerne.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Comité international :

Le Secrétaire,

Le Président,

G. ADOR.

G. MOYNIER.

ANNEXES

N° I

*S. E. Safvet-Pacha, Ministre des Affaires Etrangères à S. E. M. Schenk,
vice-président du Conseil fédéral suisse, à Berne.*

Constantinople, le 6 juin 1877.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence des deux notes qu'Elle a bien voulu m'adresser, en date des 13 et 23 avril, relativement à la proposition faite par la Sublime Porte de substituer le Croissant à la Croix rouge, comme signe distinctif des ambulances ottomanes.